



**PRÉFET
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté

**Portant décision après examen au cas par cas
de la demande enregistrée sous le numéro F02420P0060
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de région,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu la directive 2011/92/UE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3 ;
- Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence face à l'épidémie de Covid-19 et notamment son article 4 ;
- Vu l'ordonnance n°2020-306 modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période et notamment son article 7 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 janvier 2017 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°19.280 du 23 décembre 2019 portant délégation de signature du préfet de la région Centre-Val de Loire à Monsieur Christophe CHASSANDE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire ;
- Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F02420P0060 relative à la requalification d'un ensemble immobilier à Gien (45) reçue complète le 12 juin 2020 ;
- Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 29 juin 2020 ;
- Considérant que le projet consiste en :
 - la démolition de deux immeubles et d'un bâtiment de stationnement couvert et aérien,
 - l'aménagement de trois nouveaux parcs de stationnement, la réalisation de nouvelles liaisons piétonnes, la construction de quatre locaux pour les ordures ménagères et la réalisation de nouveaux réseaux ;
- Considérant que le projet relève notamment de la catégorie 41° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- Considérant que le projet permettra de désenclaver le quartier ;
- Considérant que le porteur de projet prendra l'ensemble des mesures nécessaires afin de s'assurer de limiter l'impact des travaux sur le trafic routier à proximité ;

- Considérant que la zone susceptible d'être affectée par le projet se trouve à plus d'1 km du site Natura 2000 le plus proche « Vallée de la Loire de Tavers à Belleville-sur-Loire » et n'est pas en mesure de remettre en cause l'état de conservation de ce dernier ;
- Considérant que le projet de requalification d'un ensemble immobilier à Gien (45) n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humain ;

Arrête

Article 1^{er}

La décision tacite, née le 29 juillet 2020, soumettant à évaluation environnementale le projet de requalification d'un ensemble immobilier à Gien (45), enregistrée sous le numéro F02420P0060, est annulée.

Article 2

Le projet de requalification d'un ensemble immobilier à Gien (45) n'est pas soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 3

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Elle ne préjuge pas d'exigence ultérieure relevant d'autres procédures réglementaires.

Article 4

Les voies et délais de recours sont précisés en annexe du présent arrêté.

Article 5

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Fait à Orléans, le

11 AOÛT 2020

Pour le Préfet de la région
Centre-Val de Loire et par délégation,

La Directrice adjointe



Sandrine CADIC

Voies et délais de recours

- **décision imposant la réalisation d'une évaluation environnementale :**

Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région

181 rue de Bourgogne

45042 ORLEANS Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours hiérarchique :

Madame la Ministre de la Transition écologique

Grande Arche

Tour Pascal A et B

92055 PARIS-LA-DÉFENSE Cedex

(formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

Recours contentieux :

Tribunal Administratif d'Orléans

28 rue de la Bretonnerie

45057 ORLEANS Cedex 1

Par courrier ou par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

(délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique)

- **décision dispensant le projet d'évaluation environnementale :**

Recours gracieux et hiérarchique uniquement, dans les conditions de droit commun susmentionnées.

